

L'Agriculture et l'industrie agro-alimentaire : une vision à 20 ans

WAVFH-Wallonie Bruxelles
Gembloux 18 janvier 2011

Sabine Laruelle, Ministre des PME, des Indépendants,
de l'Agriculture et de la Politique scientifique



1. Agriculture

1.1. Introduction

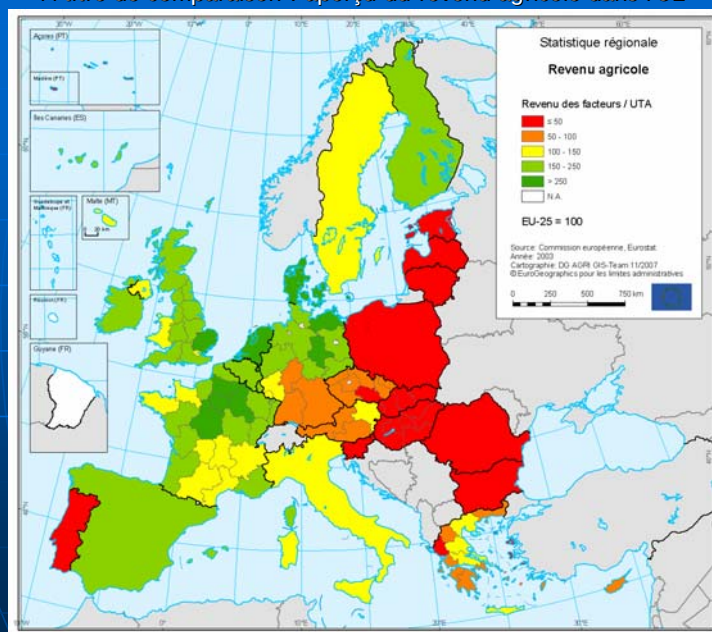
- secteur stratégique pour un pays
- vocation de nourrir la population
- difficultés
 - l'instabilité des prix
 - contraintes environnementales grandissantes

1.2. Situation de l'agriculture wallonne (2009)

	Wallonie	Belgique	Union européenne
SAU (ha)	744.811 (55%)	1.365.000	178.813.000
Exploitations	14.966	44.381	13.700.000
SAU/Exploitation	49,9	30,8	12,6
Emploi	25.176	83.865	11.846.000
UTILISATION SAU			
Prairies	45,1 %	37,4 %	40,9 %
Céréales	24,3 %	23,3 %	27,1 %
Betteraves sucrières	6,8 %	6,2 %	1,0 %
Pommes de terre	3,2 %	4,7 %	1,2 %
CHEPTTEL			
Bovins	1.309.837 (50%)	2.605.532	Non disponible (séries non complètes pour l'ensemble des pays de l'UE)
Vaches laitières	227.385 (44%)	517.190	
Vaches allaitantes	329.196 (64%)	534.406	
Porcs	377.907 (6%)	6.262.465	
Volailles	5.298.982 (16%)	32.493.135	

3

A titre de comparaison : aperçu du revenu agricole dans l'UE



4

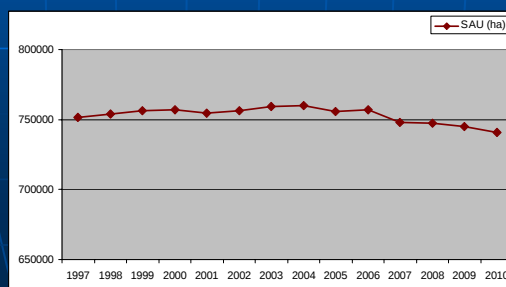
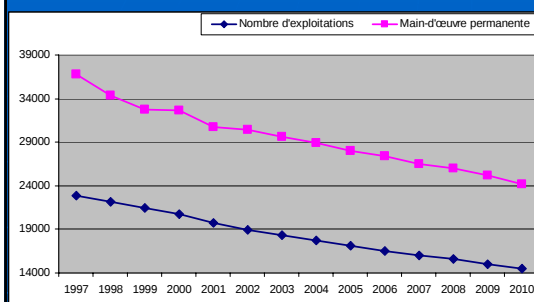
Agriculture
wallonne

=

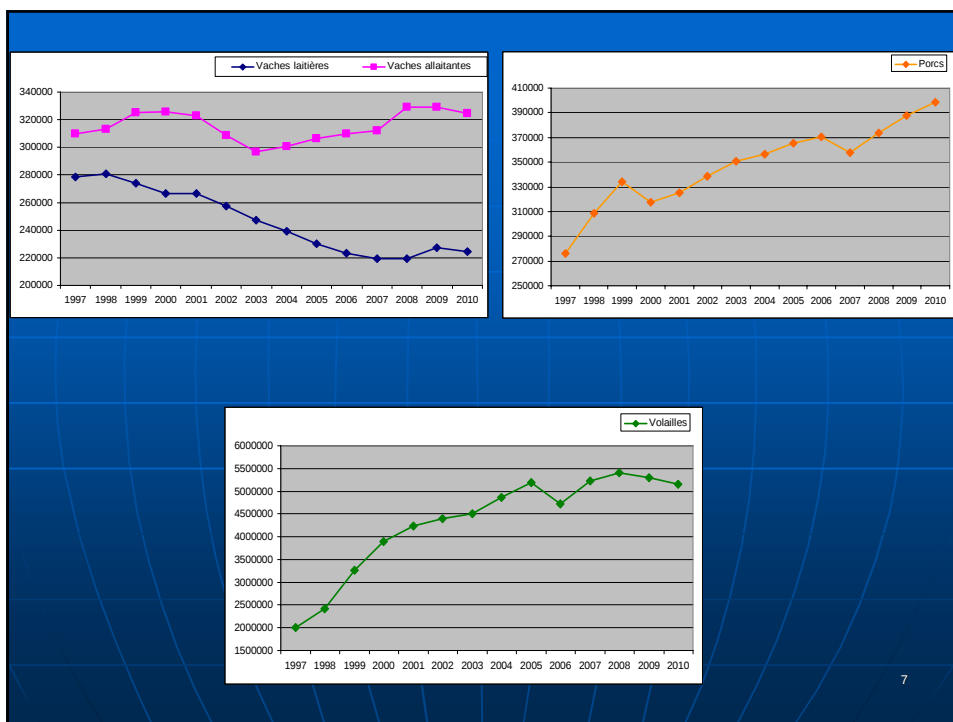
- quatre piliers : céréales, sucre, lait, viande bovine
- liée au sol
- orientée vers des produits de qualité

5

1.3. Evolution de l'agriculture wallonne (1997-2010)



6



7

1.4. Politique agricole commune (PAC)

1.4.1. Des origines de la PAC à nos jours

1962 - 1992	1992 Réforme Mac Sharry	1999 Agenda 2000	2003 Mid Term Review	2008 Bilan de santé	2013
- aide au l, kg...	...à l'ha, tête de bétail	idem 1992	...à l'exploitation	idem 2003 + « art 68 » (gestion des risques, aides aux secteurs fragiles)	Communi- cation COM Novembre 2010
- Soutien des prix	Soutien revenu agriculteur	Idem 1992	Soutien secteur	Idem 2003	
OCM	OCM	OCM	Diminution OCM	Diminution OCM	
structurel	Mesures annexes structurel	2ème pilier	Augmentation 2ème pilier	Augmentation 2ème pilier	

8

1.4.2. Quatre évolutions majeures

1984	Régime des quotas laitiers
Réforme de 1992	Contexte : maîtrise du budget européen, respect des accords commerciaux mondiaux (GATT) Principes : - Passage d'une politique de soutien des prix à une politique de soutien des revenus (aides « compensatoires ») - Maîtrise de la production : en sus des quotas laitiers (1984), jachère, quota primes dans le secteur animal - Mesures d'accompagnement : mesures agri-environnementales, préretraite,...
Accord de Berlin de 1999 (Agenda 2000)	Définition du 2 nd pilier de la PAC : respect de l'environnement et développement rural
Réforme de 2003 (MTR)	Dans le prolongement de l'AGENDA 2000 : - Découplage, paiement unique à l'exploitation - Conditionnalité : environnement, sanitaire, bien être animal - Modulation et renforcement du développement rural (2nd pilier) - Confirmation des orientations lors du bilan de santé en 2008 (+atterrissage en douceur dans le secteur laitier)

1.4.3. PAC de l'après 2013 = les enjeux du futur !!

Nouveaux défis :

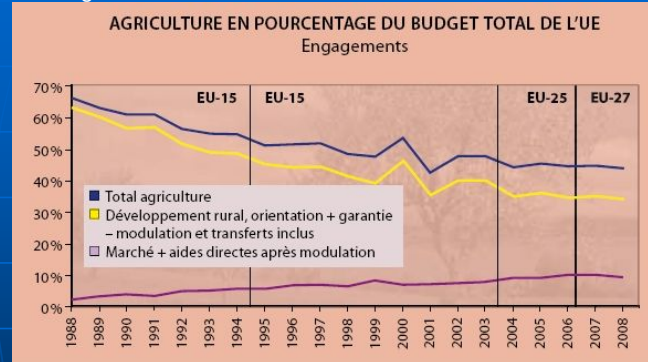
- Alimentation : **Nourrir la planète**
 - o dans nos pays
 - o dans le monde (9 milliards de personnes en 2050)
 - o pays émergents (pouvoir d'achat en hausse)
- **Développement durable**

Agriculture = problème ? solution ? Victime ?

+ Attentes sociétales fortes
- Assurer un **revenu digne** aux agriculteurs.
Volatilité des prix, participation à la transformation et la commercialisation, ...

1.4.4. Le coût de la PAC

- Montant (2008) : 53,7 milliards €
- Evolution du budget :



- Caractéristiques :
 - 40 % du budget de l'UE (part en décroissance à un rythme plus élevé que les dépenses publiques de l'UE)
 - moins de 0,5 % du PIB de l'UE
 - politique où les décisions sont prises au niveau communautaire avec un budget en conséquence
 - budget strictement encadré (lignes directrices)

11

1.5. Mondialisation – OMC

1.5.1. Agriculture et marché mondial

Agriculture et mondialisation = processus ancien....

Evolution des échanges totaux de produits agricoles et de marchandises
(hors échanges intra UE)

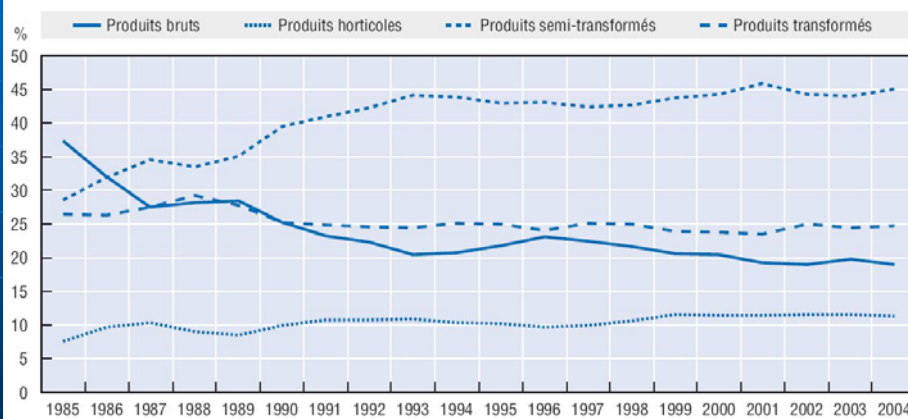
	Exportations mondiales de produits agricoles (Milliards USD)	Exportations mondiales marchandises (Milliards USD)	Part des produits agricoles	Nombre de participants aux échanges
1985	123	1.071	11,5 %	88
2004	393	6.140	6,4 %	131

12

Sources : OECD-FAO Agricultural outlook : 2007-2016

Evolution des échanges en catégories de produits agricoles

Graphique 1.16. Part des exportations agricoles (hors échanges intra-UE) selon le degré de transformation (1985-2004)



13

Sources : OECD-FAO Agricultural outlook : 2007-2016

Exportateurs de produits agroalimentaires (hors échanges intra UE)

Moyenne 1985-1989				Moyenne 2004-2004			
	Milliards USD		Part		Milliards USD		Part
1.	Etats-Unis	34,34	22,8	1.	UE 15	61,78	18,7
2.	UE 15	26,86	19,8	2.	Etats-Unis	60,18	18,2
3.	Australie	9,65	6,4	3.	Brésil	18,18	5,49
4.	Canada	7,38	4,9	4.	Canada	17,72	5,4
5.	Brésil	6,61	4,3	5.	Australie	16,16	4,9
6.	Chine	6,12	4,1	6.	Chine	14,00	4,2
7.	Nouvelle-Zélande	4,40	2,9	7.	Argentine	12,54	3,8
8.	Argentine	4,22	2,8	8.	Mexique	8,36	2,5
9.	Thaïlande	3,50	2,3	9.	Nouvelle-Zélande	8,05	2,4
10	Malaisie	2,76	1,8	10.	Malaisie	7,45	2,2

14

Sources : OECD-FAO Agricultural outlook : 2007-2016

1.5.2. Agriculture, un secteur différent des autres

1. Prix mondiaux extrêmement volatiles, instables et imprévisibles
 - Difficultés pour les agriculteurs (prévision des revenus)
 - Difficultés pour l'industrie agro-alimentaire (prévision des charges)
2. Offre et demande très spécifiques
3. Attente de la société en termes de sécurité alimentaire et de respect des ressources naturelles

Conséquences : Marché mondial = marché résiduel (offre = surplus nationaux et demande = déficits nationaux) dont l'accès est limité (prix hors de portée pour les populations à faible revenu)

**Nécessité d'une meilleure
organisation des échanges mondiaux**

15

1.5.3. Organisation mondiale du commerce (OMC)

Cycle de Doha : échec de la réunion ministérielle de juillet 2008

Position de la Belgique : (PM) Défense du modèle agricole européen , en veillant à un équilibre entre les produits agricoles, les produits non agricoles et les services

- Accès au marché
- Concurrence à l'exportation
- Soutien interne
- Non Trade Concerns
(ex : Poulets au chlore, viande aux hormones)

Risques : Echec processus multilatéral (OMC) ⇒ développement de négociations bilatérales (ex : Mercosur) ou régionales : effets pervers des partenariats privilégiés !!!

16

1.6. Enjeux liés à la mondialisation

1.6.1. Volatilité des prix

=> instabilité des revenus des agriculteurs

=> instabilité du coût des matières premières pour l'industrie

+ crise alimentaire : approvisionnement des PVD, rôle des biocarburants ?

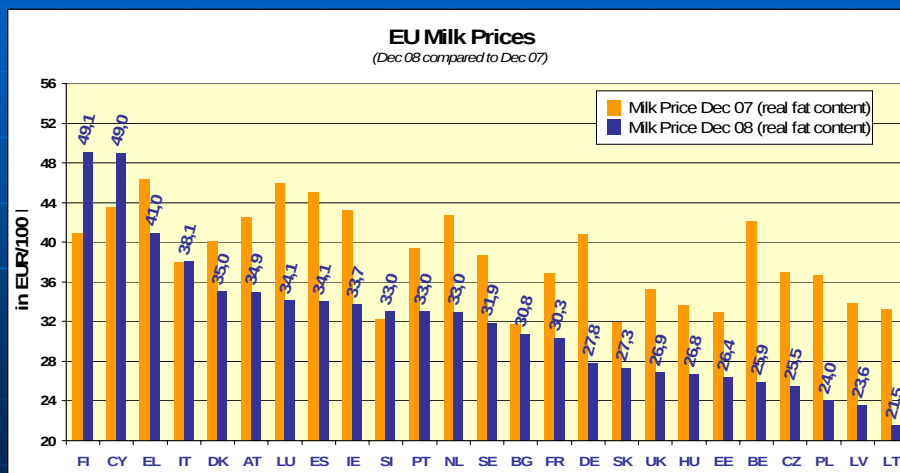
+ crise financière

Un exemple : la crise dans le secteur laitier

17

La crise dans le secteur laitier :

- Constat :



La crise dans le secteur laitier :

- Origine

Facteurs extérieurs >< Abandon des quotas laitiers dans l'UE

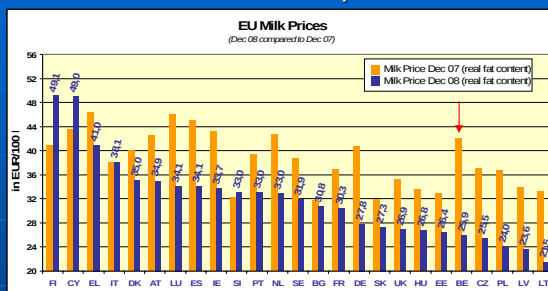
- Mesures adoptées :

- Mesures de soutien de marché (600 mio € : intervention, restitutions, stockage privé)
- Aide directe UE (300 mio €) + autres mesures
- Mesures nationales (BE : Fédéral + Régions)
- GHN Lait ⇒ recommandations ⇒ mesures législatives fin 2010 (contrat, pouvoir de négociation des producteurs, organisations interprofessionnelles)

19

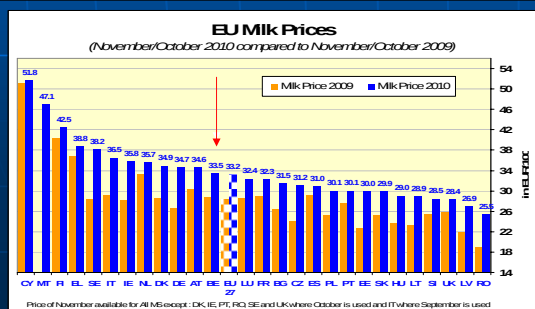
La crise dans le secteur laitier :

- Résultats & conséquences



- Redressement significatif du prix du lait
- Arrêt de la chute des prix
- Abandon de la production laitière dans de nombreuses exploitations

+ fragilisation de la situation financière



⇒ investissements pour le futur ???

20

1.6.2. Mouvements de personnes et échanges d'animaux (y compris (nouveaux) animaux de compagnie), de produits animaux, de produits agricoles et alimentaires : **risques sanitaires accrus**

1.6.3. Enjeux économiques $\leftrightarrow$ sécurité alimentaire et/ou habitudes alimentaires UE

Exemples :

- $\Rightarrow$ OGM
- $\Rightarrow$ Viande aux hormones
- $\Rightarrow$ Poulets désinfectés au chlore

21

2. Industrie agro-alimentaire

2.1. Généralités

- Troisième secteur le plus important en Belgique, après métallurgie et chimie : 40,4 milliards d'euros de CA et 88.849 employés (chiffres Fevia 2008).
- Notre industrie agro-alimentaire doit pouvoir s'appuyer sur une agriculture de qualité, il est donc vital pour elle que celle-ci soit préservée et viable.

22

2.2. Basée sur une politique sanitaire efficace

2.2.1. Rappel : au cours de la dernière décennie :

- Hormones (1996)
- Dioxine (1999)
- ESB (2000-2001-...)
- Grippe aviaire (2005-...)
- Fièvre catarrhale ovine (2006-...)
- Fièvre Q (2010-...)

⇒ **Dans tous les cas : diminution de la confiance des consommateurs dans les produits alimentaires => pertes économiques pour le secteur agricole et l'industrie agro-alimentaire**

23

Réactions des autorités

- Dioxine :
- Création SPF Santé publique : normes de produits (animaux, végétaux, Food, Feed)
 - AFSCA : normes de processus et stratégies de contrôle, contrôles

- ESB :
- Retrait des matières à risques
 - Tests sur les animaux de plus de 48 mois (!!! coûts alors que BE indemne depuis fin 2006)
 - Interdiction des farines animales (!!! coûts des protéines pour l'alimentation animale : porcs, volailles)
=> Aliments OGM ?

- FCO :
- Monitoring et tests
 - Vaccination
 - Mesures sociales,... : conséquences économiques

- Fièvre Q :
- Application des règles européennes généralistes

24

2.2.2. Principes de sécurité alimentaire

Les hygiénistes doivent s'intégrer et trouver leur place aux différents niveaux du système

1. Principe de précaution : Protection du Consommateur

Risques pour la santé humaine (+ environnement)	 Equilibre & Proportionnalité	Conséquences économiques et sociales pour les secteurs pouvant être touchés
--	---	---

Jusqu'où faut-il appliquer le « principe de précaution » ? :

- ⇒ évaluation du risque
- Par l'Autorité de façon générale (ex : cas de la fièvre Q en BE)
 - Par les experts de terrain dans le cadre de leurs missions (vts,...)

25

■ Outils d'évaluation et de gestion des risques :

- Agences internationales (Office International des Epizooties, EFSA,...)
- Organismes nationaux (AFSCA – Comité scientifique, CERVA, Institut de Santé Public,...)
- ...

26

2. Tracabilité :

Identification et enregistrement des animaux, des marchandises, ...

3. Responsabilité :

Contrôles de l'Autorité, autocontrôle, validation de l'autocontrôle par des audits, (rôle des hygiénistes)

27

2.2.3. Perspectives et enjeux

Principe : Meilleure gestion des risques et des crises sanitaires

Avantages :

- Confiance des consommateurs
- Accès plus facile aux marchés extérieurs (en principe)
- Mesures de prévention permettant de limiter les pertes économiques directes ou indirectes en cas d'incident => éviter une « crise »

Inconvénients:

- Investissements pour les mises aux normes
- Distorsions de concurrence (possibles) par rapport aux pays tiers exportateurs
- Coût (et stress) des opérations de contrôles

28

2.3. L'avenir

L'avenir du secteur agro-alimentaire en Europe dépendra de sa capacité à répondre certains défis :

- Adapter sa production aux attentes des populations cibles ;
- Avoir une rentabilité suffisante ;
- Travailler de manière « durable » ;
- ...

29

2.3.1. Adaptation de la production

En fonction des objectifs :

- répondre à la malnutrition dans le monde
- répondre aux attentes qu'un niveau de vie en augmentation permet dans certains pays (nouveaux pays de l'UE, pays émergents)
- **répondre et s'adapter à la demande domestique et aux attentes sociétales**

30

Quelques exemples :

- développer une alimentation « santé et bien-être » => à la mode dans nos pays ;
- développer une alimentation adaptée à une population vieillissante telle qu'on la connaît chez nous ;
- améliorer l'efficacité industrielle : fabrication et conservation des aliments ;
- amélioration de la qualité des emballages + emballages « actifs » (changement de couleur lors de rupture de la chaîne du froid par ex.) ;
- produits halal => marché domestique + export ;
- plats préparés adaptés aux publics cibles ;
- faire face aux changements rapides d'habitude alimentaire tels qu'on les connaît dans nos pays : 94% de la production EU reste en EU, avec des consommateurs qui aiment le changement => capacité d'adaptation rapide ;
- produire des aliments de tradition, « artisanaux », de grande qualité gustative .

31

2.3.2. Rentabilité

- Produits à haute valeur ajoutée et innovants
- Points d'attention particuliers pour les politiques afin de préserver la compétitivité de ces entreprises :
 - Le contexte social (coût salarial, charges,...)
 - Coût et simplification dans la transposition des normes sanitaires EU
 - Veiller à ce que les importations des pays tiers répondent aux mêmes exigences de qualité et de production que les EU

32

2.3.3. Productions durables

- Matières premières;
- Processus industriels durables;
- Emballages, suremballages;
- ...

33

2.3.4. En conclusion

- Recherche, développement et innovation
- Adaptation
- Politique de promotion dans les publics et les pays cibles
- Supports publics et privés
- Industrie agro-alimentaire locale
- Assurer un rôle social/sociétal

34

3. Conclusions générales

- Défis importants à relever
- L'avenir de l'agriculture et celui de cette industrie sont étroitement liés
- Juste prix payé par l'industrie aux agriculteurs
=> équilibre => préserver les intérêts de chacun
- Adaptation

35

Place et avenir des (vétérinaires) hygiénistes

- Débouchés indéniables pour la profession vétérinaire et possibilités de diversification (vts indépendants, chargés de mission, organismes publics, sociétés privées,...) ;
- Adaptation à l'évolution des secteurs ;
- Compétence et valeur ajoutée ;
- => Développer et moderniser l'activité d'hygiéniste en denrées alimentaires :
 - Approche par filières ;
 - Ne pas se limiter au secteur « viande » ;
 - Approche globale par évaluation du risque ;
 - Travail en équipe ;
 -
- **=> Importance de la formation en hygiène des denrées alimentaires**

36

Je vous remercie



Sabine Laruelle, Ministre des PME, des Indépendants,
de l'Agriculture et de la Politique scientifique

